
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 DÉCEMBRE 1923.

Proposition de loi instituant des Chambres d'Agriculture.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Nous estimons que les « chambres d'agriculture » ne doivent pas s'insérer dans les cadres administratifs existants. La division du pays en provinces et en arrondissements ne correspond pas aux régions culturelles. Et ce qui importe, dans l'examen des questions agricoles, c'est que les intérêts semblables soient groupés de façon à discuter ensemble les problèmes qui leur sont communs.

La betterave sucrière, par exemple, se cultive dans une partie du Hainaut, de la province de Namur, de celle de Liège, du Brabant, du Limbourg. Or, d'autres parties de ces provinces s'adonnent à des cultures très différentes. Il est évident que s'il s'agit d'étudier un aspect de la question sucrière, l'avis de tous les producteurs de betteraves réunis aura bien plus de valeur que celui de tous les agriculteurs du Hainaut, pour ne citer que ceux-là. Et, de même, dans la province de Liège, la région herbagère ne constituant qu'une partie de cette division administrative du pays, il paraît indiqué de ne faire délibérer sur l'élevage du bétail ou la production du beurre que ceux qui y sont spécialisés, sans leur adjoindre des cultivateurs dont la profession spéciale est la culture des céréales.

L'idée dont nous nous inspirons est que les chambres d'agriculture doivent être l'émanation des diverses catégories de producteurs agricoles du pays.

D'autre part, il faut tenir compte aussi d'un vœu plusieurs fois exprimé. C'est que les cadres nouveaux ne doivent pas être trop rigides. En effet, si pour reprendre notre premier exemple, tous les producteurs de betteraves ont, à certains moments, des intérêts communs à discuter ensemble, il peut arriver qu'en d'autres circonstances, se plaçant à d'autres points de vue, ceux de Hesbaye aient à délibérer avec leurs voisins, les herbagers de Herve sur des questions d'épizootie, de droits de douane ou de transports qui en présentent pas ou auront un autre aspect dans le Brabant ou le Hainaut.

Pour atteindre ce but, nous avons estimé qu'il fallait diviser chaque province en un certain nombre de petites régions culturelles. Ces régions devront avoir des limites assez étroites pour que leurs représentants puissent éventuellement être appelés à examiner seuls une question locale, et pour que la réunion de deux, trois, quatre ou même davantage, d'entre elles, apporte la solution de problèmes plus généraux.

Ce découpage ne doit pas être fait dans la loi. L'expérience démontrera infailliblement qu'il doit être apporté des modifications à un grand nombre des ressorts primitivement constitués. C'est pourquoi nous avons prévu que des arrêtés royaux suffiront pour régler ce point.

* * *

Si, dans d'autres pays, les chambres d'agriculture n'ont pu être appelées à l'existence, malgré les lois qui les ont instituées, c'est, entre autres raisons, à cause du régime électoral et du système budgétaire dont elles ont été dotées.

Sur ces deux points nous avons rompu avec les idées de nos voisins pour reprendre d'anciennes traditions qui ont fait leurs preuves dans le passé, et que l'on a peut-être un peu trop complètement abandonnées.

Nous avons voulu que les électeurs réels des chambres d'agriculture fussent, non pas des individus, mais des groupes sociaux, c'est-à-dire les associations agricoles elles-mêmes.

D'après les idées qui gouvernent nos sociétés, l'électeur, c'est le citoyen, c'est-à-dire l'individu nanti de droits politiques, et le pouvoir qu'il délègue par l'élection, c'est un pouvoir politique.

L'association agricole, laquelle n'a pas de droits politiques, mais joue dans la société un rôle économique et social, déléguera, elle aussi, ce qu'elle possède, c'est-à-dire sa fonction économique et sociale.

Ainsi se constitueront des assemblées qui offriront un caractère nettement professionnel et qui constitueront très exactement ce que l'on a appelé la représentation des intérêts.

Une loi qui créerait neuf chambres d'agriculture -- une par province, -- dont les membres seraient élus par le suffrage universel, nous voulons dire par des collèges électoraux composés de tous les ouvriers et exploitants agricoles, aurait probablement pour effet de constituer neuf doublures des neuf conseils provinciaux existants, ou, si l'on préfère, neuf assemblées qui ne tarderaient pas à se laisser gagner par des préoccupations politiques, à devenir de vrais corps politiques, et, peut-être, à entrer en conflit avec les dits conseils provinciaux.

C'est là un inconvénient plus sérieux et plus vraisemblable qu'on pourrait le croire à première vue, et nous pensons que les différences de ressort territorial, d'origine et de but qui, existeront entre les conseils provinciaux et les chambres d'agriculture telles que nous les instituons, auront pour conséquence de l'éviter.

* * *

Les associations agricoles diffèrent beaucoup les unes des autres, tant par

le nombre de leurs membres que par leur activité et les besoins divers auxquels elles répondent. Il n'eût pas été juste de donner la même puissance électorale à un groupement de 500 membres et à un autre de 25. D'autre part, il ne pouvait être question de porter une atteinte, si légère fût-elle, à leur liberté.

Force était donc de donner à chacune un nombre de voix proportionnel à son importance.

C'est ce qui est organisé par les articles 13 et 15 de la présente proposition.

Une difficulté qui saute yeux est la suivante :

Comment distinguer les associations professionnelles agricoles qui auront droit à participer à l'élection.

Comment écarter les groupements d'occasion, ceux qui n'ont pas de vie réelle, ceux qui n'existent que sur le papier ?

On aurait pu n'admettre que les associations officielles, fondées en vertu de la loi du 31 mars 1900, et reconnues par le Gouvernement.

A nos yeux, pareil système eut constitué une injustice en même temps qu'une erreur. Il existe, en effet, des sociétés extrêmement actives et rendant de grands services, mais qui ont préféré ne pas se conformer aux exigences légales et ne pas demander le patronage officiel de l'État.

Il ne pouvait être question de les exclure du bénéfice de la présente loi.

La question de savoir quelles associations auront le droit de vote est donc une question de fait, et ce droit devra être reconnu à tous les groupements dont le but, le nombre de membres, l'activité, la durée d'existence auront suffisamment prouvé la vitalité.

C'est là le point que tranche l'article 11 de la proposition.

Nous tenons à attirer l'attention sur la dernière condition inscrite dans cet article, à savoir la suivante :

L'association doit avoir payé sa contribution matriculaire.

Nous entendons par contribution matriculaire la part de chaque association aux dépenses communes de la chambre d'agriculture.

Dans l'état actuel de notre législation, en effet, il n'aurait pas été possible d'accorder aux chambres d'agriculture le droit de percevoir des impôts sur l'universalité des citoyens, sur les habitants des villes, sur les industries, sur le commerce. Mais il leur est permis de taxer les associations agricoles elles-mêmes, et c'est cette taxe là que nous avons dénommée la contribution matriculaire.

Les associations qui ne paieront pas la dite contribution seront déchues du droit de participer à l'élection des conseillers d'agriculture.

Pour empêcher toute injustice et toute exagération dans la fixation et la répartition de ces contributions matriculaires, nous avons employé le seul procédé qui nous a paru efficace, et qui est indiqué à l'article 15. Il consiste à augmenter ou à diminuer le pouvoir électoral des associations agricoles suivant la hausse et la baisse de leur contribution matriculaire.

Si, en effet, certaines catégories d'unions professionnelles ou d'associations agricoles sont taxées trop lourdement, leur influence dans le choix des

conseillers d'agriculture augmentera d'autant et aura d'autant plus de poids pour appuyer leurs réclamations.

Dans l'organisation des réclamations et recours, nous n'avons en rien innové. Nous avons simplement reproduit un système organisé par une loi ancienne, système qui a fonctionné pendant des années sans donner lieu à aucune critique.

Les articles 21 à 23 ne demandent aucune explication.

Quant aux dispositions transitoires, elles se justifient d'elles-mêmes.

P. DAVID.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 DECEMBER 1925.

Wetsvoorstel tot oprichting van Landbouwkamers.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Wij zijn van meening dat de « Landbouwkamers » niet in de bestaande bestuurskaders moeten geschakeld worden. De landsverdeeling in provinciën en in arrondissementen strookt niet met de landbouwstreken.

Wanneer men de landbouwquaestiën onderzoekt, is het noodzakelijk dat gelijke belangen zoodanig worden gegroepeerd dat de hun gemeenschappelijke problema's te zamen kunnen bestudeerd worden.

Zoo hebt gij, b. v., de suikerbeet welke geteeld wordt in een gedeelte van Henegouw, in de provincie Namen, in de provincie Luik, in Brabant en in Limburg. Welnu, in andere gedeelten van deze provinciën worden zeer verschillende teelten gedaan. Het is klaar, dat wanneer men de suikerquaestie onder een enkel oogpunt wil bestudeeren, er meer waarde zal liggen in het advies van al de beetenplanters te zamen, dan in dat gegeven door, b. v., al de landbouwers van Henegouw. Eveneens, in de provincie Luik, waar de vetweidestreek slechts een gedeelte uitmaakt van die bestuurlijke landsindeeling, schijnt het logisch dat men over het aankweken van vee of de voortbrenging der boter slechts diegenen laat beraadslagen welke in die vakken thuis behooren, zonder daarbij toe te laten de landbouwers die de graanteelt tot hun voornaamste vak bezitten.

De gedachte waarvan wij uitgaan is : dat de landbouwkamers de uitvloeiing zijn van de onderscheidene reeksen van Belgische landbouwproducten.

Anderzijds, moet er ook rekening gehouden worden met een herhaaldelijk uitgedrukten wensch, te weten : dat de nieuwe kaders niet al te streng worden getrokken. Inderdaad, indien — om op ons eerste voorbeeld terug te komen — al de beetenplanters, op zekere oogenblikken, gemeene belangen hebben om gezamenlijk over te beraadslagen, kan het gebeuren dat, in andere omstandigheden, — wanneer men zich op een ander standpunt plaatst, — die uit Haspegouw zullen moeten beraadslagen met hunne geburen, de vetweiders uit het land van Herve over quaesties van runderpest, van

inkomende rechten, of vervoerrechten welke zich in Brabant of in Henegouw niet voordoen of zich voordoen onder een anderen vorm.

Om dit doel te bereiken, meenden wij dat het noodig was elke provincie te verdeelen in een zeker aantal kleine cultuurstreken. Deze streken moeten eng genoeg begrensd zijn opdat hunne vertegenwoordigers, in voorkomend geval, kunnen opgeroepen worden om alleen een zaak van plaatselijk belang te bespreken en opdat twee, drie, vier of meer honner, vraagpunten van meer algemeen aard zouden kunnen oplossen.

Die verdeeling behoort niet in de wet te worden opgegeven. De ondervinding zal onfeilbaar bewijzen dat het noodig is wijzigingen toe te brengen aan een groot aantal der eerst vastgestelde omschrijvingen. Daartoe hebben wij voorzien dat Koninklijke besluiten zullen volstaan om dit punt te regelen.

*
* * *

Zoo, in andere landen de landbouwkamers niet konden tot stand worden gebracht, ondanks de wetten waarbij dezelfde werden opgericht, dan is dit meestal te wijten aan het kiesstelsel en aan het begrootingsstelsel dat zij bezitten.

Op deze punten hebben wij gebroken met de begrippen van onze naburen en oude overleveringen teruggenomen, welke in het verleden goed bleken te zijn en die men wellicht maar al te zeer heeft daargelaten.

Wij hebben gewild dat de wezenlijke kiezers van de landbouwkamers niet personen waren, maar sociale groepen, namelijk de landbouwvereeningen zelf.

Volgens de begrippen welke onze maatschappijen beheerschen, is de kiezer de burger, dit is de persoon bedeeft met politieke rechten, en de macht, welke hij door de verkiezing overdraagt, is een politieke macht.

De landbouwvereeningen, welke geene politieke rechten bezit, doch die in de maatschappij eene economische en sociale rol vervult, zal ook overdragen wat zij bezit, namelijk hare economische en sociale werking.

Alsdan zullen er vereeningen tot stand komen met uitgesproken professioneel karakter, en die juist zullen zijn wat men genoemd heeft : de vertegenwoordiging der belangen.

Eene wet die negen landbouwkamers — een voor elke provincie — zou oprichten, waarvan de leden zouden gekozen zijn bij algemeen stemrecht, wat beteekent, door de kiescolleges samengesteld uit al de landbouwwerklieden en landbouwondernemers, zou waarschijnlijk voor gevolg hebben negen eendere lichamen van de negen bestaande provinciale raden, in 't leven te roepen, of, met andere woorden, negen vereeningen waarin aldra de politiek hare rol zou spelen, die echter politieke lichamen zouden worden, en misschien in conflict zouden treden met de provinciale raden.

Dit bezwaar is veel ernstiger en waarschijnlijker dan men op het eerste gezicht zou denken. Wij meenen dat het verschil van gebied, van oorsprong en van doel, tusschen de provinciale raden en de landbouwkamers zooals wij deze willen samenstellen, dit bezwaar zou vermijden.

De landbouwverenigingen zijn zeer verschillend de eene van de andere, zoo wat het getal leden betreft als onder opzicht van hare werkzaamheden en voor de verschillende noodwendigheden waaraan zij beantwoorden. Het zou onbillijk wezen dezelfde kiesmacht te verleen aan eene groepeerings van 300 leden als aan eene van 25 leden. Anderzijds kan er geen sprake van zijn eenige inbreuk te maken op hare vrijheid.

Het was dus noodzakelijk aan elke groepeerings een aantal stemmen te geven naar verhouding harer belangrijkheid. Dit wordt door de artikelen 13 en 15 van ons voorstel geregeld.

Eene moeilijkheid die onmiddellijk treft is de volgende :

Hoe onderscheidt men landbouwberoepsverenigingen, die zullen recht hebben deel te nemen aan de verkiezing?

Hoe zal men de gelegenheidsgroepeerings afwijzen, deze welke geen echt bestaan hebben, deze die maar alleen op het papier bestaan?

Men zou, b. v., alleen kunnen toelaten de officieele vereenigings, gesticht krachtens de wet van 31 Maart 1900 en door de Regeering erkend.

Ons dunkt dat dit stelsel onbillijk, en tegelijkertijd eene vergissing zou wezen. — Er bestaan inderdaad zeer werkzame vereenigings, die groote diensten bewijzen, maar die verkozen hebben zich niet aan de wettelijke voorschriften te houden en de officieele bescherming van den Staat niet hebben aangevraagd. Er kon geen sprake van zijn ze buiten het voordeel van de tegenwoordige wet te sluiten.

De vraag welke vereenigings stemrecht zullen hebben is dus eene feitelijke quaestie, en dit recht moet worden toegekend aan al de groepeerings waarvan het doel, het getal leden, de werkzaamheid, de bestaansduur, genoegzaam de vitaliteit zullen bewezen hebben.

Artikel 11 van ons voorstel lost die moeilijkheid op.

Wij willen de aandacht vestigen op de laatste voorwaarde bepaald in dit artikel, namelijk de volgende : De vereeniging moet hare matriculaire bijdrage betaald hebben.

Onder matriculaire bijdrage verstaan wij het aandeel van elke vereeniging in de gezamenlijke kosten van de landbouwkamer.

Zooals onze wetgeving tegenwoordig is, zou het onmogelijk geweest zijn aan de landbouwkamers het recht te verleen belastingen te innen van al de burgers, van de inwoners der steden, van de nijverheid, van den handel. Het is haar echter toegelaten belastingen op te leggen aan de landbouwvereenigings zelf, en het is deze belasting die wij matriculaire bijdrage hebben genoemd.

De vereenigings die deze bijdrage niet betalen, zullen vervallen zijn van het recht deel te nemen aan de verkiezing van de landbouwradsleden.

Om alle onrechtvaardigheid en alle overdrijving in het bepalen en verdeelen van de matriculaire bijdragen te vermijden, hebben wij in artikel 15 het eenige middel aangeduid dat ons doeltreffend leek. Het bestaat er in de kiesmacht van de landbouwvereenigings te vergrooten of te verkleinen naarmate hunne matriculaire bijdrage grooter of kleiner wordt.

Indien, inderdaad, sommige categorieën van beroepsverenigingen of landbouwverenigingen te hoog worden geschat, zal haar invloed bij het verkiezen der landbouwwraadsleden des te grooter zijn, en zullen zij des te meer gewicht in de schaal kunnen leggen om hunne bezwaren te doen gelden.

Voor het inbrengen van bezwaren en het instellen van het beroep hebben wij niets nieuws ingevoerd. Wij hebben eenvoudig het stelsel overgenomen dat ingericht werd door eene vroegere wet, stelsel dat jaren lang in zwang is en nooit tot kritiek heeft aanleiding gegeven.

Artikelen 21 en 22 vereischen geen uitleg.

Wat betreft de overgangsbepalingen, hunne verklaring ligt in den tekst zelf opgesloten.

P. DAVID.

PROPOSITION DE LOI

instituant des chambres d'agriculture.

ARTICLE PREMIER.

Les chambres d'agriculture sont composées de conseillers élus par les unions professionnelles et associations agricoles.

ART. 2.

Le Gouvernement organise, par des arrêtés royaux contresignés par le Ministre de l'Agriculture, les délibérations des chambres d'agriculture, sans être lié par les circonscriptions territoriales existantes.

Les arrêtés royaux déterminent :

a) les limites de la région dont les conseillers sont appelés à délibérer ensemble ;

b) la date initiale et la durée de leurs délibérations, s'il s'agit de réunions extraordinaires ;

c) le local où elles siégeront et les mesures d'exécution nécessaires.

ART. 3.

Le mandat de conseiller d'agriculture est de quatre ans.

ART. 4.

Le nombre des conseillers agricoles est fixé comme suit :

Il est de 200 pour toutes les chambres d'agriculture réunies dans les provinces qui dépassent un million d'habitant ;

WETSVOORSTEL

tot oprichting van landbouwkamers.

EERSTE ARTIKEL.

De landbouwkamers bestaan uit raadsleden gekozen door de landbouwverenigingen en landbouwberoepsverenigingen.

ART. 2.

Bij Koninklijke besluiten, mede-ondertekend door den Minister van Landbouw, regelt de Regering de beraadslagingen van de landbouwkamers ; daartoe moet zij de bestaande gebiedsomschrijvingen niet in acht nemen.

De Koninklijke besluiten bepalen :

1° de omgrenzing van de streek, waarvan de raadsleden moeten te zamen beraadslagen ;

2° den eersten datum en den duur hunner beraadslagingen, indien het buitengewone zittingen geldt ;

3° het lokaal, waar zij moeten vergaderen, en de noodige uitvoeringsmaatregelen.

ART. 3.

Het mandaat van landbouwraadslid geldt voor vier jaar.

ART. 4.

Het getal landbouwraadsleden bedraagt :

200 voor al de landbouwkamers te zamen in de provinciën die meer dan één millioen inwoners tellen ;

de 175, lorsque la province compte entre 750,000 et 1 million d'habitants ;

de 150, lorsque la province compte de 500,000 à 750,000 habitants ;

de 100, lorsque la province compte moins de 500,000 habitants.

ART. 5.

Le bureau des chambres d'agriculture se compose d'un Président, de deux Vice-Présidents, et de quatre Secrétaires élus par la chambre. Ce bureau est leur organe exécutif.

Lorsque plusieurs chambres sont appelées à siéger ensemble, elles élisent un bureau temporaire pour la durée de la session. Ce bureau se dissout après exécution des résolutions prises.

ART. 6.

Les chambres d'agriculture correspondent par leur Président avec le Ministre de l'Agriculture et avec le Gouverneur de la province, sur les questions qui sont de leur compétence.

ART. 7.

Les articles 47 à 60 inclus de la loi provinciale sont applicables aux sessions des chambres d'agriculture.

ART. 8.

Les chambres d'agriculture se réunissent de plein droit, le premier mardi d'avril en séance ordinaire, à 10 heures du matin, sous la présidence du doyen d'âge, assisté des deux membres les moins âgés, secrétaires.

175, wanneer de provincie 750 duizend tot 1 miljoen inwoners telt ;

150, wanneer de provincie 500 duizend tot 750,000 inwoners telt ;

100, wanneer de provincie minder dan 500,000 inwoners telt.

ART. 5.

Het bureel der landbouwkamers bestaat uit eenen voorzitter, twee ondervoorzitters en vier secretarissen gekozen door elke kamer. Dit bureel is hun uitvoerend orgaan.

Wanneer verscheidene landbouwkamers moeten te zamen be- raadslagen, kiezen zij een tijdelijk bureel voor den duur der zitting. Dit bureel wordt ontbonden nadat de genomen besluiten zijn uitgevoerd.

ART. 6.

De landbouwkamers komen, door toedoen van hunnen voorzitter, in betrekking met den Minister van Landbouw en met den Gouverneur der provincie voor de zaken, die tot hunne bevoegdheid behooren.

ART. 7.

De artikelen 47 tot en met 60 van de provinciale wet zijn van toepassing op de zittingen van de landbouwkamers.

ART. 8.

De landbouwkamers komen van rechtswege bijeen op den eersten Dinsdag van April, in gewone zitting, te 10 uur 's morgens, onder voorzitterschap van het oudste lid, bijgestaan door de twee jongste leden als secretarissen.

La durée de cette session est de quinze jours.

A l'ordre du jour figurent :

1^o Les comptes et le budget;

2^o Les questions intéressant l'agriculture et sur lesquelles elles désireraient présenter des vœux au Gouvernement;

3^o Les questions sur lesquelles elles sont consultées par le Gouvernement et notamment celles relatives :

a) Aux impôts, droits de douane et accises intéressant l'agriculture;

b) A l'enseignement agricole;

c) A l'organisation et au fonctionnement de la police sanitaire et à la lutte contre les épizooties;

d) Au génie rural, aux laboratoires d'analyse, aux stations agronomiques, etc.

e) A l'augmentation de la production vivrière du pays, et aux cultures d'exportation.

ART. 9.

L'approbation et l'intervention du Roi et du pouvoir législatif, en ce qui concerne les délibérations et actes des chambres d'agriculture, sont les mêmes que vis-à-vis des conseils provinciaux et s'exercent de la même façon. Toutefois, le contreseing du Ministre de l'Agriculture remplace celui du Ministre de l'Intérieur.

ART. 10.

Les conseillers d'agriculture sont élus par les unions professionnelles

Die zitting duurt vijftien dagen.

Op de dagorde worden gebracht :

1^o De rekeningen en de begroting;

2^o De vraagstukken, die den landbouw aanbelangen en waarover zij verlangen wenschen in te dienen bij de Regeering;

3^o De vraagstukken, waarover zij door de Regeering worden geraadpleegd, namelijk die betreffende :

a) De belastingen, tol- en accijsrechten die den landbouw aanbelangen;

b) Het landbouwonderwijs;

c) De regeling en de werkwijze van de gezondheidspolitie, alsmede de bestrijding der verziekten;

d) De landelijke bouwkunde, de laboratoria voor onderzoekingen, de landbouwstations, enz.;

e) De verhooging der voortbrenging van levensmiddelen in het land, alsmede de gewassen bestemd voor den uitvoer.

ART. 9.

De goedkeuring door en de tussenkomst van den Koning en van de wetgevende macht, wat aangaat de beraadslagingen en handelingen der landbouwkamers, zijn dezelfde als die tegenover de provinciale raden en geschieden op gelijke wijze. Echter wordt de medeonderteekening van den Minister van Binnenlandsche Zaken vervangen door die van den Minister van Landbouw.

ART. 10.

De landbouwwraadsleden worden door de landbouwberoepsvereeni-

et associations agricoles d'après les règles déterminées ci-après :

ART. 11.

Les unions professionnelles et associations agricoles se font inscrire sur une liste tenue par le commissaire d'arrondissement de leur ressort. Cette liste est dressée par commune. Leur demande d'inscription doit parvenir au commissaire d'arrondissement avant le 1^{er} avril de chaque année, et est accompagnée de documents prouvant :

a) Que l'union ou association existe depuis plus de deux ans ;

b) qu'elle compte plus de vingt membres ayant payé régulièrement leur cotisation ; la liste desdits membres est jointe ;

c) qu'elle constitue, en fait, une association agricole ou union professionnelle agricole sérieuse, et ayant une action réelle ;

d) qu'elle a payé sa contribution matriculaire à la chambre d'agriculture.

ART. 12.

Le commissaire d'arrondissement statue sur ces demandes, et dresse la liste des associations et unions professionnelles agricoles ayant droit de vote pour chacune des chambres d'agriculture constituées dans son ressort en vertu de l'article 2, a) de la présente loi.

ART. 13.

A chacune des unions ou associations inscrites, il attribue un vote

gingen en de landbouwvereenigingen gekozen naar de hieronder bepaalde regelen.

ART. 11.

De landbouwberoepsvereenigingen en de landbouwvereenigingen doen zich inschrijven op eene lijst bijgehouden door den arrondissementscommissaris van hunne omschrijving. Die lijst wordt per gemeente opgemaakt. Hunne aanvraag tot inschrijving moet bij den arrondissementscommissaris ingezonden worden vóór 1 April van elk jaar ; daarbij zijn gevoegd stukken, waaruit blijkt :

a) Dat de beroepsvereeniging of de vereeniging sedert meer dan twee jaar bestaat ;

b) Dat zij meer dan twintig leden telt, die hunne bijdrage geregeld betaald hebben ; de lijst dier leden wordt bijgevoegd ;

c) Dat zij werkelijk eene ernstige landbouwvereeniging of ernstige landbouwberoepsvereeniging is, welke inderdaad werkzaam is ;

d) Dat zij hare matriculaire bijdrage aan de landbouwkamer heeft betaald.

ART. 12.

De arrondissementscommissaris beslist over die aanvragen en maakt de lijst op van de landbouwvereenigingen en beroepslandbouwvereenigingen, welke stemgerechtigd zijn voor elke der landbouwkamers, binnen zijn gebied opgericht krachtens artikel 2, a), dezer wet.

ART. 13.

Aan elke der ingeschreven beroepsvereenigingen of vereenigin-

par vingt membres, un surplus de cinq membres ou davantage étant réputé valoir une dizaine pour ce calcul.

ART. 14.

Il totalise ensuite le nombre des votes ainsi attribués pour tout le ressort de la chambre d'agriculture.

ART. 15.

Un nombre de votes égal à ce total est alors réparti de nouveau entre les mêmes unions et associations, mais, cette fois, proportionnellement à leurs contributions matriculaires payées l'année précédente.

ART. 16.

Ces calculs terminés, et au plus tard le 1^{er} juillet, le commissaire d'arrondissement notifie à chaque association ou union qui lui a adressé une demande :

1° l'admission ou le rejet de cette demande;

2° en cas d'admission, le nombre de voix qui lui est attribué, tant à raison du nombre de ses membres qu'à raison de sa contribution matriculaire.

ART. 17.

La liste dressée par le commissaire d'arrondissement peut être consultée sans déplacement jusqu'au 1^{er} septembre par tout intéressé.

gen kent hij ééne stem toe voor elke twintig leden; bij deze berekening wordt elk getal boven vijf leden of meer geacht te gelden voor een tiental.

ART. 14.

Hij telt daarna al de stemmen samen, die aldus zijn-toegekend voor geheel het gebied der landbouwkamer.

ART. 15.

Vervolgens wordt een getal stemmen, even groot als dit totaal, opnieuw verdeeld onder dezelfde beroepsverenigingen en vereenigingen, doch ditmaal naar evenredigheid van hunne matriculaire bijdragen betaald gedurende het vorig jaar.

ART. 16.

Na deze berekeningen, en niterlijk op 1 Juli, deelt de arrondissementscommissaris aan elke vereeniging of beroepsvereniging, welke hem eene aanvraag heeft overgemaakt, mede :

1° Of hare aanvraag aangenomen of afgewezen is;

2° En, zoo zij is aangenomen, welk getal stemmen haar toegekend is zoowel wegens het getal harer leden als wegens hare matriculaire bijdrage.

ART. 17.

Van de lijst door den arrondissementscommissaris opgemaakt, kan elke belanghebbende, ter plaatse zelf, kennis nemen tot op 1 September.

ART. 18.

Les réclamations sont adressées, par pli recommandé, au commissaire d'arrondissement avant le 1^{er} octobre.

Celui-ci statue dans le mois et, au plus tard, pour le 1^{er} novembre.

ART. 19.

Les recours se font devant la Cour d'appel et la Cour de cassation conformément aux articles 29 à 36 de la loi du 30 juillet 1881 (*Honiteur Belge*, 3 août 1881).

ART. 20.

Une conférence des commissaires d'arrondissement de chaque province répartit les sièges de conseillers d'agriculture à conférer, entre les diverses chambres d'agriculture instituées conformément à l'article 2, a) de la présente loi.

Cette répartition se fait proportionnellement au nombre de votes inscrits sur les listes dressées par les commissaires d'arrondissement. Elle se renouvelle tous les douze ans. Un arrêté royal peut ordonner une répartition anticipée.

ART. 21.

Pour être éligible, il suffit d'être membre d'une union professionnelle ou association agricole inscrite, d'avoir payé ses cotisations des deux dernières années, d'être Belge, âgé de 25 ans, de jouir de ses droits civils et politiques, et d'être domicilié dans la province.

ART. 18.

De bezwaarschriften worden, onder aangeteekenden omslag, vóór 1 October aan den arrondissements-commissaris toegezonden.

Deze beslist binnen ééne maand en uiterlijk voor 1 November.

ART. 19.

Elk beroep wordt bij het Hof van beroep en het Verbrekingshof ingediend overeenkomstig de artikelen 29 tot 36 der wet van 30 Juli 1881 (*Staatsblad*, 5 Augustus 1881).

ART. 20.

De vereenigde arrondissements-commissarissen van elke provincie verdeelen de te begeben zetels van landbouwraadsleden onder de verscheidene landbouwkamers, overeenkomstig artikel 2, a), dezer wet opgericht.

Die zetels worden verdeeld naar evenredigheid van het getal stemmen ingeschreven op de lijsten, door de arrondissementscommissarissen opgemaakt. Tot die verdeling wordt om de twaalf jaren overgegaan. Eene vervroegde verdeling kan bij Koninklijk besluit voorgescreven worden.

ART. 21.

Om verkiesbaar te zijn, volstaat het, lid te zijn van eene ingeschrevene landbouwberoepsvereniging of landbouwvereniging, de bijdragen der twee jongste jaren te hebben betaald, Belg en 25 jaar oud te zijn, het genot te hebben van zijne burgerlijke en politieke rechten, en in de provincie woonachtig te zijn.

ART. 22.

Les élections se font à la date et au lieu fixé par arrêté royal.

ART. 23.

Sont élus les candidats qui réunissent la majorité absolue des suffrages.

Lorsqu'il n'est pas, au premier tour, pourvu à tous les sièges vacants, un scrutin de balottage a lieu le dimanche suivant.

Au ballottage, la majorité relative désigne les élus.

ART. 24.

Les chambres d'agriculture pourvoient à leurs besoins en frappant des contributions spéciales sur les associations et unions professionnelles agricoles de leur ressort inscrites sur la liste tenue par le commissaire d'arrondissement.

Ces contributions sont dénommées contributions matriculaires, et ne sont pas soumises à l'article 83 des lois coordonnées sur les impôts cédulaires.

Elles sont recouvrées par les soins du bureau de la chambre d'agriculture.

Les unions et associations agricoles qui n'auraient pas acquitté leur contribution matriculaire après deux rappels sont rayées de la liste tenue par le commissaire d'arrondissement.

ART. 22.

Tot de verkiezingen wordt overgegaan op den datum en in de plaats bepaald bij Koninklijk besluit.

ART. 23.

Worden voor gekozen verklaard de kandidaten, die de volstrekte meerderheid der stemmen bekomen.

Tot eene herstemming wordt den volgende Zondag overgegaan, indien al de openstaande zetels niet bij de eerste stemming worden bezet.

Bij de herstemming worden de gekozenen met betrekkelijke meerderheid aangewezen.

ART. 24.

De landbouwkamers dekken hunne onkosten door het innen van bijzondere bijdragen ten laste van de landbouwverenigingen en landbouwberoepsverenigingen binnen hunne omschrijving, ingeschreven op de lijst bijgehouden door den arrondissementscommissaris.

Die bijdragen worden genaamd « matriculaire bijdragen » en vallen niet onder de toepassing van artikel 83 der samengeordende wetten op de cedulaire belastingen.

Zij worden door het bureel van de landbouwkamer ingevorderd.

De landbouwberoepsverenigingen en landbouwverenigingen, die na twee aanmaningen hunne bijdragen niet mochten betaald hebben, worden geschrapt van de lijst bijgehouden door den arrondissementscommissaris.

Dispositions transitoires.

Art. 23.

Pour la première fois, les seuls votes attribués aux unions et associations inscrites seront ceux qui leur sont dévolus à raison du nombre de leurs membres.

Les conseillers d'agriculture seront répartis proportionnellement au nombre de ces votes.

Overgangsbepalingen

Art. 25.

Bij de eerste verkiezingen hebben de ingeschreven beroepsverenigingen en vereenigingen geen andere stemmen dan die, welke hun wegens het getal hunner leden zijn toegekend.

De landbouwwaardsleden worden verdeeld naar evenredigheid van het getal dier stemmen.

P. DAVID.

J DE GÉRADON.

A. DE MONTPELLIER.

